

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/11514]

**22 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains agents des Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 janvier 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 24 février 2017;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 70, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 10°, les termes « de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1994 » sont remplacés par les termes « de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1984 »;

2° au point 26°, les termes « articles 13, § 3, 14, § 2 et 15, § 3 » sont remplacés par les termes « articles 13, § 3, 14, § 2 et 15, §§ 3 et 4 »;

3° le point 27° est supprimé;

4° les points 28° à 37° sont renumérotés du point 27° à 36°;

5° le nouveau point 28° est remplacé comme suit :

« 28° Octroi de la dérogation pour les élèves reconnus comme sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, prévue à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1<sup>er</sup>, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire; »;

6° le nouveau point 32 est remplacé comme suit :

« 32° Octroi des autorisations concernant la prise en charge d'un élève par un des services visés aux articles 31, 32 et 33 du décret 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire; »;

7° les points 37° à 47° sont ajoutés et rédigés comme suit :

« 37° Octroi de la dérogation pour l'organisation des stages à l'étranger visé par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante nursing » du 3ème degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7ème année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice »;

38° Octroi de la dérogation pour l'organisation de stages pendant les vacances scolaires prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement visé au 37° ;

39° Octroi de la dérogation pour l'organisation de stages pendant les vacances scolaires prévue à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mars 1995 de la Communauté française fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – Orientation santé mentale et psychiatrie ;

40° Octroi de la dérogation prévue à l'article 7bis, § 9, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

41° Octroi de l'autorisation prévue à l'article 7bis, § 12, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

42° Octroi des autorisations prévues aux articles 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, § 4, alinéa 5, et 23bis, § 3, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

43° Octroi des dérogations prévues aux articles 6ter et 10/1 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;

44° Octroi des dispenses d'interrogations prévues à l'article 6, § 2, du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française;

45° Répartition des périodes visées à l'article 21quater, § 2, alinéa 3, du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II;

46° Octroi de l'encadrement des établissements scolaires conformément aux dispositions des décrets du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

47° Octroi de la dérogation prévue à l'article 9bis, alinéa 1<sup>er</sup>, b, 2<sup>ème</sup> alinéa, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, pour organiser les épreuves sommatives dans l'enseignement qualifiant à un autre moment de l'année que ceux définis à l'article 9bis, alinéa 1<sup>er</sup>, a et b de la loi précitée. ».

**Art. 2.** L'article 70, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Administrateur général et les Directeurs généraux peuvent déléguer à des agents de niveau 1, les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> à 12<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> à 26<sup>o</sup>, 28<sup>o</sup>, 30<sup>o</sup> à 32<sup>o</sup>, 37<sup>o</sup> à 47<sup>o</sup>, à des agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins, les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, 29<sup>o</sup>, et à un fonctionnaire général de rang 15, les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup> à 18<sup>o</sup>. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 4.** La Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 2017.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE  
La Ministre de l'Education,  
Marie-Martine SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11514]

**22 MAART 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 24 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 70, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 10°, worden de woorden "van het besluit van de Executieve van 22 maart 1994" vervangen door de woorden "van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984";

2° bij punt 26°, worden de woorden "artikelen 13, § 3, 14, § 2 en 15, § 3" vervangen door de woorden "artikelen 13, § 3, 14, § 2 en 15, § 3 en 4";

3° punt 27° wordt geschrapt;

4° de punten 28° tot 37° worden henummerd van punt 27° tot 36°;

5° het nieuwe punt 28° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“28° Toekenning van de afwijking voor leerlingen die als jonge sportbeoefenaars van hoog niveau of sportbeloften erkend zijn, bedoeld in artikel 9, § 1, 6°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;”;

6° het nieuwe punt 32 wordt vervangen als volgt :

“32° Toekenning van de goedkeuringen betreffende de tenlasteneming van een leerling door een van de diensten bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;”;

7° de punten 37° tot 47° worden toegevoegd, luidend als volgt :

“37° Toekenning van de afwijking voor de organisatie van stages in het buitenland bedoeld bij artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepde basisopties “kinderverzorging” en “aspirant(e) nursing” van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van “kinderverzorger/kinderverzorgster”;

38° Toekenning van de afwijking voor de organisatie van stages tijdens de schoolvakantie bedoeld bij artikel 3 van het besluit van de Regering bedoeld bij punt 37°;

39° Toekenning van de afwijking voor de organisatie van stages tijdens de schoolvakantie bedoeld bij artikel 12, § 1, van het besluit van de Regering van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend;

40° Toekenning van de afwijking bedoeld bij artikel 7bis, § 9, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

41° Toekenning van de vergunning bedoeld bij artikel 7bis, § 12, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

42° Toekenning van de vergunningen bedoeld bij de artikelen 20, § 1, tweede lid, § 4, vijfde lid, en 23bis, § 3, tweede lid, van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

43° Toekenning van de afwijkingen bedoeld bij de artikelen 6ter en 10/1 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

44° Toekenning van de vrijstellingen van ondervragingen bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet van 12 mei 2004 houdende organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

45° Verdeling van lestijden bedoeld bij artikel 21quater, § 2, derde lid, van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II;

46° Toekenning van de begeleiding van schoolinrichtingen overeenkomstig de bepalingen van de decreten van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

47° Toekenning van de afwijking bedoeld bij artikel 9bis, eerste lid, b, tweede lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, om de proeven voor de balans opmakende evaluaties in het kwalificerend onderwijs te organiseren op een ander ogenblik dan deze die bepaald zijn in artikel 9bis, eerste lid, a en b van de voornoemde wet.”.

**Art. 2.** Artikel 70, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

“§ 2. De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1° tot 5°, 7° tot 12°, 20° tot 26°, 28°, 30° tot 32°, 37° tot 47°, aan ambtenaren van niveau 1 delegeren, aan ambtenaren die titularis zijn van een graad van minstens rang 12, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 29°, en aan een ambtenaar-generaal van rang 15, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 15° tot 18°.”.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 maart 2017.

De Minister-President,  
Rudy DEMOTTE  
De Minister van Onderwijs,  
Marie-Martine SCHYNS

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/11515]

**22 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 6 décembre 2016 relative à l'actualisation de l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 91;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné de rendre obligatoire la décision du 6 décembre 2016;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 6 décembre 2016 relative à l'actualisation de l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines, ci-annexée, est rendue obligatoire.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 donnant force obligatoire à la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 19 février 2014 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets au 6 décembre 2016.

**Art. 4.** Le Ministre ayant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
La Ministre de l'Education,  
M-M. SCHYNS

---